

Les taux d'intérêt, monsieur l'Orateur: que prévoyait-on au sujet des taux d'intérêt dans le budget du 28 octobre? On prévoyait que les taux d'intérêt baisseraient rapidement en 1981. A-t-on remarqué que les taux d'intérêt avaient fléchi rapidement? Ils sont élevés depuis la fin de l'automne. A moins qu'il n'y ait un changement aujourd'hui—je n'ai pas eu l'occasion d'apprendre quel était le taux d'escompte de la Banque du Canada—les banques réclamant maintenant un taux d'intérêt de 18.25 p. 100 et ce taux est stationnaire depuis un certain nombre de mois.

Les faits ont démontré que les hypothèses utilisées par le ministre pour établir son budget du 28 octobre étaient fausses; or, le ministre nous dit maintenant que ce sont les mêmes hypothèses qu'il a utilisées pour établir ses prévisions de dépenses. Nous pouvons déjà nous rendre compte que celles-ci sont à peu près sans valeur.

Considérez seulement sa déclaration, monsieur l'Orateur. Examinez seulement la déclaration que le ministre vient de faire. Il l'a communiquée hier aux journalistes et au reste du monde, et ce n'est que maintenant, 24 heures plus tard, que nous l'obtenons et que nous pouvons la commenter. Il dit—à la première page—qu'il dépensera en tout 67.6 milliards de dollars en 1981-1982, soit 12.8 p. 100 de plus qu'en 1980-1981.

C'est le premier ministre actuel (M. Trudeau) qui, à Toronto, s'était solennellement engagé, s'il était porté au pouvoir, à maintenir le taux de croissance des dépenses du gouvernement à un niveau inférieur au taux de croissance réelle du produit national brut. C'est l'engagement qu'il a pris. Or, il a manqué à son engagement l'année dernière et, à en juger par les prévisions de dépenses dont il vient de saisir la Chambre, il y manquera encore cette année. Le ministre des Finances dit que nous devrions changer cela, car le vent a tourné. Comme le gouvernement libéral est dans le vent! Il l'est à tel point qu'il modifie la tendance du produit national brut pour arranger les nombreux Torontois dans le vent. Mais les dépenses ne suivent pas la courbe de croissance du produit national brut; elles ne la suivent pas du tout. Voilà une autre promesse non tenue.

Les dépenses ne seront pas non plus de 67.6 milliards de dollars, monsieur l'Orateur. Le ministre essaie de dissimuler ses dépenses réelles. Que dissimule-t-il? Un poste en particulier, les 2.4 milliards qu'il dépensera pour subventionner la consommation pétrolière en vertu du programme d'indemnisation des importateurs de pétrole. Cette dépense ne figure pas dans les prévisions de cette année, monsieur l'Orateur. Et pourquoi? Parce que le ministre des Finances a imposé de nouveaux frais au public, et le public va contribuer cette année à un fonds de 2.4 milliards qui serviront au programme d'indemnisation des importateurs de pétrole.

C'est ainsi que nous ne voyons que plusieurs centaines de millions de dollars dans les prévisions budgétaires, au lieu du montant global, c'est-à-dire plusieurs centaines de millions plus 2.4 milliards. Pourquoi donc le président du Conseil du Trésor essaie-t-il de faire croire aux Canadiens que ses dépenses n'atteindront que 67.6 milliards? Il y faut ajouter ces 2.4 milliards de dépenses au titre du programme d'indemnisation des importateurs de pétrole, ce qui fait passer le total des dépenses à 70 milliards. Nous n'avons donc pas une hausse de 12.8 p. 100, mais une hausse beaucoup plus forte. C'est donc là, monsieur l'Orateur, une autre affirmation inexacte.

Budget des dépenses

Comparons cela avec les prévisions budgétaires des années passées. L'an dernier, le budget du 28 octobre haussait les cotisations d'assurance-chômage d'un montant considérable. Tout salarié qui verse aujourd'hui des cotisations d'assurance-chômage paie davantage à cause du budget du ministre du 28 octobre, et les montants supplémentaires ainsi recueillis servent à combler la hausse du coût du chômage. Aussi, des centaines de millions de plus—je n'ai pas les chiffres exacts avec moi—mais un milliard ou un milliard et demi, peu importe le montant exact, doit être ajouté aux 67.6 milliards de dollars si l'on veut pouvoir comparer les dépenses actuelles du gouvernement avec celles des années passées.

Il ne s'agit donc pas de 12.8 p. 100, de 13 p. 100 ni même de 13.5 p. 100, mais plutôt d'un taux beaucoup plus élevé. Et l'honorable représentant qui fait toutes ces dépenses secrètes—ou qui tente de les faire secrètement—est à la Chambre en face de nous en ce moment, nommément le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde). Voilà pour la modération!

Cette déclaration du président du Conseil du Trésor est tellement ridicule, monsieur l'Orateur, que j'en rirais si elle n'avait pas des conséquences aussi graves pour le Canada. A la page 2 de ce document, monsieur l'Orateur, on peut lire:

Lorsque je considère le programme du président, madame le Président, je ne peux m'empêcher de signaler que...

Il s'agit du programme que le président Reagan a annoncé la semaine dernière. Ce que le gouvernement américain projette de faire au cours des trois prochaines années, nous le faisons depuis sept ans. Imaginez-vous que le gouvernement canadien fait depuis sept ans ce que le président Reagan a annoncé qu'il ferait la semaine dernière! Comment peut-on arriver à concilier cela avec ce qui s'est produit à la Chambre, le jeudi, 19 février, lorsque, comme on peut le lire à la page 7454 du *hansard*, le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) a posé une question au ministre des Finances au sujet des priorités et lui a dit que, s'il voulait des conseils, il devrait examiner l'ensemble des mesures économiques qu'avait présenté la veille le président Reagan. Voilà ce que le député de Saint-Jean-Est a demandé. Il a dit que si le ministre voulait des conseils, il devrait examiner l'ensemble des mesures économiques du président Reagan. Et voici ce que le ministre des Finances a répondu.

Une voix: Est-ce là que vous avez puisé ces idées?

M. Crosbie: Monsieur l'Orateur, les démagogues acharnés qui sont là essaient de m'embêter mais cela ne servira à rien; je n'ai pas peur des démagogues. Voici ce que le ministre des finances a déclaré comme on peut le voir à la page 7455 du *hansard*:

Je dirai au député que je n'ai pas l'intention de m'inspirer, comme il me le conseille, du message donné hier soir par le président des États-Unis, au plan de la réduction des dépenses.

Pourquoi n'accordent-ils pas leurs violons? Le président du Conseil du Trésor s'inspire des mesures du président et il dit que depuis sept ans, il fait ce que le président Reagan a fait; c'est ce que son gouvernement a fait, d'après lui. Il prétend que le gouvernement fédéral présentera bientôt, des programmes d'embauche dont les objectifs sont absolument identiques à ceux du président Reagan. Il ajoutait ceci: